

<https://www.ujfp.org/spip.php?article1840>



Entretien avec Pierre Stambul, membre du Bureau National de l'Union Juive Française pour la Paix

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : vendredi 11 février 2011

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Publié dans le Matin, journal algérien, le 8 Février 2011

L'avènement de la démocratie en Egypte, un espoir pour les Palestiniens ?

Le monde entier a les yeux tournés vers l'Egypte qui est en train de vivre un tournant dans son histoire, dans la foulée de la révolution tunisienne. Quel rôle les Etats arabes, et en particulier l'Egypte, ont-ils joué dans le passé dans le conflit israélo-palestinien ?

Pendant la guerre de 1948 qui est la « catastrophe » (Naqba) pour les Palestiniens et la guerre d'indépendance pour les Israéliens, il y a eu une grande solidarité des peuples arabes pour la Palestine. L'attitude des gouvernements arabes a été très différente. Chacun se battait pour ses propres intérêts et pas pour les Palestiniens.

Dans son livre « la guerre de 1948 en Palestine », l'historien « dissident » israélien Ilan Pappé montre bien comment par exemple la légion jordanienne qui était capable d'infliger de lourdes pertes aux troupes sionistes ne s'est battue que sur le futur tracé des frontières puisqu'il y avait un accord secret entre le roi de Jordanie et la direction sioniste sur le dépeçage de la Palestine. À la fin de cette guerre, Jordanie et Egypte se sont partagés les 22% de la Palestine qui n'ont pas été conquis par les Israéliens et il n'a jamais été question d'un Etat palestinien. Entre 1948 et 1967, Gaza est un territoire égyptien particulièrement délaissé et déshérité.

Par la suite, les crimes commis contre les Palestiniens par les dirigeants des pays arabes se multiplient : 30000 Palestiniens massacrés par les troupes jordaniennes qui reçoivent un appui militaire décisif israélien (septembre noir, 1970), Sabra et Chatila où les milices phalangistes libanaises massacrent la population civile avec l'appui militaire israélien (Beyrouth, 1982). Ou encore Arafat encerclé par les troupes syriennes et les vedettes israéliennes à Tripoli (Liban) en 1983. Sans oublier comment les réfugiés palestiniens sont (mal)traités au Liban depuis 60 ans.

Quels sont les enjeux d'un changement politique dans ce pays à l'échelle de la région ?

Il y a avant tout un enjeu pour les peuples qui se révoltent. Depuis des années, l'univers des pays arabes est figé. En Occident, les « Arabes » et les « Musulmans » sont représentés comme le mal absolu, comme des terroristes islamistes en puissance. Du coup, ces pays sont condamnés à subir des dictatures militaires et policières corrompues voire mafieuses. Les peuples tunisien et égyptien et tous les autres qui s'inspirent de leur exemple montrent qu'il n'y a pas de fatalité. Ils bousculent toutes les certitudes stratégiques. Même en l'absence de forces politiques prêtes à exercer le pouvoir, ils expriment avec une très grande radicalité leur besoin d'éradiquer tous les aspects de leurs dictatures.

Il se trouve que, depuis l'écroulement de l'Union Soviétique, la plupart des gouvernements arabes sont devenus particulièrement dépendants de l'Occident et de l'impérialisme américain. L'Egypte est le deuxième pays, après Israël, à recevoir une aide économique américaine considérable qui, loin de soulager la misère de la population, sert avant tout à maintenir en place la dictature de Moubarak. L'Irak, au prix d'incroyables destructions et de centaines de milliers de civils assassinés, est devenu un protectorat occidental avec la complicité de nombreux dirigeants arabes. Tout cet équilibre est en train de basculer.

Comment les autorités israéliennes, l'opinion et les médias, vivent cette contestation populaire qui a clairement exprimé son hostilité vis-à-vis de l'Etat hébreu ?

Le débat a lieu en Israël. Le journal Haaretz et divers politiciens s'aperçoivent tout d'un coup que les Israéliens ont toujours cherché dans le monde arabe comme « partenaires » des dictateurs. Les derniers soutiens officiels à Moubarak viennent du gouvernement israélien. Et aussi de l'Autorité Palestinienne, ce qui n'est pas très glorieux.

Vis-à-vis des Palestiniens, les dirigeants israéliens ont toujours proclamé « qu'ils n'avaient pas de partenaire pour la paix ». Moubarak était pour les Israéliens le partenaire rêvé, celui avec lequel on pouvait multiplier les réunions luxueuses à Charm-el-Cheikh. Ce partenaire domestiqué a laissé faire, sans jamais réagir, les pires ignominies contre les Palestiniens. Moubarak a toujours été le complice efficace des Israéliens dans le blocus contre Gaza. Ce blocus qui est un véritable crime de guerre s'est prolongé après le massacre de l'opération « plomb durci » (1400 morts, quasiment tous civils en 2008-2009). Le gouvernement israélien a bien conscience qu'il n'est pas prêt de retrouver un tel complice. Pour l'opinion et les médias israéliens qui rêvent toujours que les Palestiniens finiront à terme par devenir des indigènes domestiqués vivant dans leurs réserves, les révolutions en cours leur rappellent que la paix ne peut pas reposer sur des accords partiels avec des dictatures. Et bien sûr cette opinion, sérieusement travaillée par le « complexe de Massada » (c'est-à-dire l'idée que dans cette guerre les seules victimes sont les Juifs) ne voit dans les manifestations de Tunis ou du Caire que l'expression de l'islamisme radical et de l'antisémitisme. Il y a d'ailleurs une rumeur insistante qui court en Israël ou dans plusieurs communautés juives, affirmant que des synagogues ont été attaquées en Tunisie. Toutes les nouvelles que nous avons prouvent exactement le contraire, mais cette rumeur est significative.

Les accords signés par l'Egypte avec Israël peuvent-ils être remis en question par un nouveau gouvernement ?

Ces accords auraient pu signifier autre chose : l'idée, à laquelle Arafat a cru, du principe « la paix contre les territoires ». Mais les Israéliens n'avaient pas d'intérêt colonial direct dans le Sinaï et en 1978, Begin n'a pas hésité à expulser 10000 colons pour signer cette paix. Dès le début, cette paix s'est faite CONTRE les Palestiniens. Il s'agissait d'une paix séparée retirant définitivement (du moins le croyait-on) l'Egypte du camp des pays ennemis. Et aujourd'hui ? Bien sûr, la question palestinienne n'est absolument pas centrale dans la révolte du peuple égyptien. Mais elle le redeviendra quand un nouveau pouvoir s'établira. Et la popularité de la cause palestinienne interdira à ce nouveau pouvoir de maintenir ce type de complicité. Les premières conséquences pourraient être une rupture du blocus de Gaza avec l'ouverture de la frontière de Rafah. Personnellement, j'aimerais que le futur gouvernement égyptien aille plus loin et que, comme l'ont fait le Venezuela et la Bolivie, il gèle ses relations politiques et diplomatiques, tant que dureront l'occupation et la destruction de la Palestine.

Quel rôle l'armée égyptienne peut-elle jouer dans la suite des événements ?

L'armée égyptienne est au pouvoir depuis 60 ans. Ses dirigeants contrôlent l'appareil d'Etat et font partie de la minorité de privilégiés qui s'est enrichie au-delà de tout. Imaginer que cette armée pourrait jouer un rôle de médiateur est une dangereuse illusion. On a d'ailleurs pu constater la complicité de cette armée lors des exactions commises par les « pro-Moubarak » qui étaient essentiellement issus de l'appareil policier et du parti au pouvoir. Mais dans cette armée, il y a des appelés ou des soldats de base qui sont plutôt solidaires des manifestants. Si la hiérarchie militaire, que ce soit en Egypte ou en Tunisie, n'est pas remise en cause, ces révolutions resteront inachevées et la minorité de nantis qui a largement profité des dictatures mafieuses conservera une partie de son pouvoir.

Les événements en Tunisie, en Algérie, en Egypte, au Yémen et en Jordanie préfigurent-ils selon vous un changement des rapports de force dans la région en faveur de l'instauration d'un Etat palestinien ?

Il est difficile de faire des prévisions. Mais on est peut-être en train d'assister à un basculement. Dans les années 1960-70, il y avait dans tous les pays arabes une poussée progressiste, un foisonnement de mouvements de révolte. L'Occident et les Etats-Unis ont tout fait pour faire refluer les mouvements progressistes et révolutionnaires. La

victoire israélienne de 1967 a joué un rôle capital dans ce reflux. Par la suite, les régimes arabes sont quasiment tous devenus des gendarmes garantissant la sécurité de l'Occident face au « péril islamiste », ce qui paraît un peu curieux quand on pense à ce qu'est le régime saoudien. Ces régimes sont tous devenus des dictatures avec parti unique, élections truquées, corruption généralisée, clans mafieux, répression violente, misère du plus grand nombre et richesse insolente d'une minorité.

En même temps, ces régimes ont ouvertement trahi le peuple palestinien en le poussant à des « pseudo-négociations » qui étaient surtout des demandes de capitulation. Tous ces pays auraient pu depuis longtemps exercer de véritables pressions pour faire cesser l'impunité d'Israël. Ils ne l'ont jamais fait. Le plan de paix Saoudien (2002) aurait pu être la base d'un règlement. Les dirigeants arabes n'ont rien fait pour l'imposer et ils ont laissé les Palestiniens désarmés face à la répression. Si des changements démocratiques se multiplient dans le monde arabe, cette politique de capitulation et de trahison des Palestiniens pourrait être remise en cause. Mais encore une fois, ce qui a fait descendre les peuples dans la rue, ce sont surtout la soif de liberté, la pauvreté et la corruption, pas la question palestinienne.

Comment les Palestiniens vivent-ils ces événements ?

La division de la Palestine avec deux gouvernements rivaux et pas d'Etat est une victoire de l'occupant. À Gaza, les manifestations de soutien au peuple égyptien ont été autorisées. D'autant que le Hamas est lié aux Frères Musulmans. Par contre en Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne continue de soutenir Moubarak et a fait interdire les manifestations. Très critiqué pour sa soumission face à l'occupant, Mahmoud Abbas court le risque d'être assimilé à Moubarak. Lors de mon dernier voyage en Palestine (oct-nov 2010), j'ai entendu des propos très durs du genre : « nous aurions aimé n'avoir qu'un ennemi et pas deux ». Cet appui à Moubarak va renforcer son impopularité. Fondamentalement, les Palestiniens espèrent avant tout la fin rapide du blocus de Gaza.

La question palestinienne est intimement liée à cet équilibre de l'oppression que les puissances occidentales maintiennent à travers Israël, considéré comme la seule démocratie dans cette région. Quelles sont les perspectives qui se dessinent ?

L'historien israélien Shlomo Sand écrit que « Etat Juif et démocratique, c'est une contradiction ». Le caractère démocratique de l'Etat israélien ne concerne que les Juifs (et encore, plusieurs « anarchistes contre le mur » ont été arrêtés). Il n'a jamais concerné les Palestiniens : 700000 d'entre eux ont connu la prison depuis 1967 et aujourd'hui, on trouve en prison des maires, des députés, des dirigeants politiques de tous les partis, des animateurs/trices d'associations en très grand nombre.

Israël n'a jamais été le seul Etat démocratique de la région, mais c'est le seul Etat occidental devenu le gendarme de l'Occident au Proche-Orient. En face, il y avait des dictatures corrompues voire mafieuses, ce qui garantissait une situation immuable. L'avènement de la démocratie dans la région est un espoir.

Propos recueillis par Keltoum Staali